

Des pierres qui (nous) parlent...

Jusqu'aujourd'hui Lubumbashi respire un « certain luxe colonial » dans son architecture et son urbanisme, comme le décrit le *Petit futé Congo*. Tandis que le centre-ville est marqué par des bâtiments de style art déco comme la poste, le palais de justice et le Park Hotel, ou par des édifices commerciaux dont l'apparence reflète la présence des communautés grecques, italiennes ou juives pendant l'époque coloniale, les communes de Kamalondo, Kenya ou Katuba donnent à voir les différents modèles de construction qui ont été à la base de l'habitat conçu par le gouvernement colonial pour la population africaine. Le quartier Ruashi, conçu dans les années 1950 par l'*Office des Cités africaines*, témoigne de l'introduction du modernisme architectural, tout comme le centre culturel avec théâtre (aujourd'hui *Bâtiment du 30 juin*), musée et école de musique, situé à l'extrême de l'ancienne « ville européenne ». Eglises, écoles, hôpitaux, foyers sociaux et camps de travailleurs constituent l'infrastructure de ce centre urbain industriel autrefois appelé la « capitale du cuivre », dont la silhouette du terril et la cheminée de la *Gécamines* (l'ex *Union Minière du Haut Katanga*) reste l'icône par excellence, même si aujourd'hui ce « lieu de mémoire » du temps de *Kazi* (travail salarié) est en train de s'émousser. Il n'est donc pas surprenant que la ville ait été décrite comme un « musée d'architecture à ciel ouvert » et qu'un petit guide d'architecture lui fut dédié à l'initiative de Hubert Maheux, ancien directeur du Centre culturel français de Lubumbashi. Aussi louables que puissent être les initiatives destinées à attirer l'attention sur ce patrimoine architectural particulier, il n'en reste pas moins que le patrimoine colonial, avec toutes ces contradictions et ambiguïtés, est une notion à problématiser. Non seulement parce qu'il témoigne d'une occupation étrangère et, dès lors, est une culture exogène dont l'appropriation par ceux qui ont subi la colonisation n'a rien d'évident, mais aussi parce que souvent les pratiques du patrimoine visent à le détacher de l'histoire dite « dissonante » qui est à son origine. À qui parlent donc ces pierres, et quel message véhiculent-elles ? Les pages qui suivent n'apportent pas de réponses absolues à ces questions mais proposent une lecture historique de cet

héritage colonial encore fort présent dans le paysage urbain contemporain de Lubumbashi, lecture qui se veut critique en mettant en avant les acteurs qui l'ont construite et en dévoilant les idéologies qui ont guidé son élaboration pendant l'époque coloniale. Plus qu'une analyse morphologique du tissu urbain ou un découpage de la ville en zones fonctionnelles à la manière des géographes, il s'agit d'une cartographie exploratrice dans laquelle bâtiments, rues, places publiques ou privées et infrastructures sont interprétés comme des interfaces entre histoire coloniale et mémoire postcoloniale. Suivant la leçon d'André Corboz, nous lisons le territoire urbain non pas tant comme une accumulation de couches superposées mais plutôt comme un palimpseste qui résulte d'opérations successives de stratification, de modification et même d'effacement. Loin d'être exhaustive, cette cartographie ne met l'accent que sur quelques thématiques spécifiques comme la ségrégation raciale caractéristique du planning colonial qui se retrouve à la fois dans la figure urbaine et dans le type d'habitat réalisé dans les différents quartiers. Retraçant l'inscription du pouvoir colonial dans l'espace grâce à l'état et à l'église, elle cherche aussi à dévoiler l'effort des différentes communautés pour marquer leur présence dans le paysage urbain. Ceci pourrait, nous l'espérons, aider à développer une meilleure compréhension des relations complexes entre la société coloniale et la construction de l'espace urbain de Lubumbashi, tout en vous invitant à vous approprier cet atlas en y superposant d'autres couches afin d'enrichir le regard sur ce patrimoine Luso-his, comme l'ont déjà fait les organisateurs et participants de la 2e Biennale Picha.

Cette « cartographie exploratrice » de Lubumbashi fait partie d'une étude plus large sur l'histoire urbaine de la ville menée à l'Université de Gand à l'initiative de Johan Lagae. **Textes et recherche:** Johan Lagae, Sofie Boonen en collaboration avec Maarten Lefooghe et Luce Beeckmans ; **cartographie & gravisme :** Daan De Vree, Sam Lanckriet; **Iconographie:** collections des auteurs, Archives des Soeurs de la Charité (Gand), Archives Africaines (Bruxelles) ; **Remerciements :** Donatien Di-bwe Dia Mwembu, Serge Songa Songa, Michel Lwamba Bilonda.

Evolution historique

Création coloniale, implantée sur un territoire qui correspond à ce que le discours colonial définit comme une « terre vierge », la ville de Lubumbashi constitue aujourd’hui le deuxième centre urbain de la République Démocratique du Congo, avec une population d’approximativement 1.400.000 habitants. À la fois opération géopolitique et économique, la fondation de la ville en 1910 se manifeste à travers le quadrillage d’un territoire situé à une altitude de 1230 mètres, de 450 hectares et situé tout près de la rivière Lubumbashi, à côté de laquelle s’était installée l’entreprise de l’*Union Minière du Haut-Katanga* qui forme la raison

d’être et le moteur principal de la ville coloniale. Le découpage chronologique présenté ici – qui d’ailleurs reste à l’état d’esquisse –, trace les grandes lignes du développement urbain de Lubumbashi et permet de comprendre l’évolution d’une figure urbaine initialement composée d’entités bien séparées, témoignant de la ségrégation raciale qui sous-tendait l’urbanisme du temps colonial, vers le tissu urbain en tache d’huile de la ville d’aujourd’hui. Structurée à la fois par le chemin de fer qui reliait la ville au monde extérieur et par des éléments naturels tels que rivière, espaces verts ou vallées, cette figure et son évolution parlent aussi de la diversité d’acteurs qui ont donné forme à cette ville : de colonisateurs européens –et pas seulement belges– aux citadins africains qui, au cours du temps, se sont (ré)approprié cet espace.



nouvelle extension
zone résidentielle pour Africains
zone résidentielle pour Européens
zone industrielle

Avant 1906

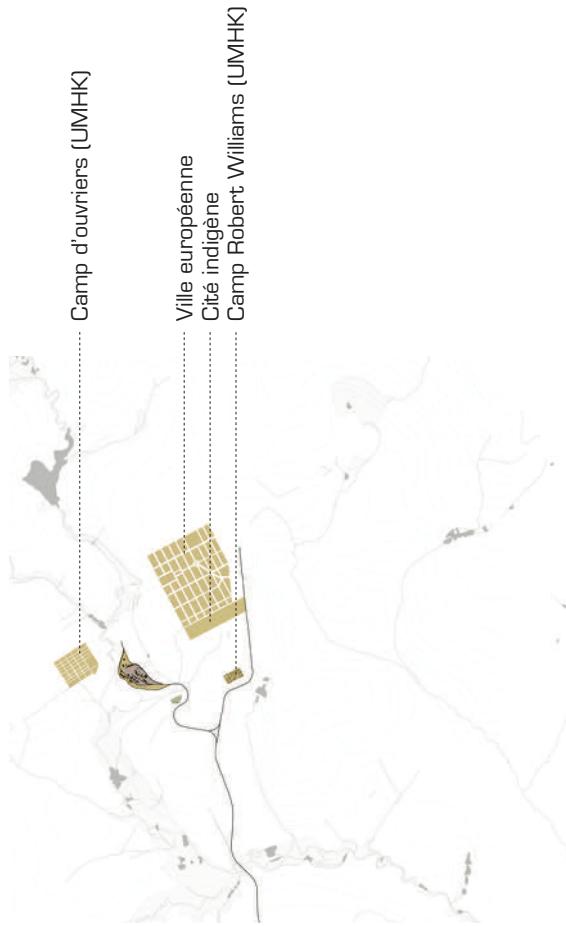
1906



A partir du troisième siècle après J-C, le sous-sol katangais riche en minéraux de cuivre fut exploité par des populations autochtones, les « mangeurs de cuivre ». Quand les richesses minérales de la région attirèrent à la fin du 19e siècle l’attention des pouvoirs européens, le territoire katangais faisait partie du royaume du roi M’Siri et une longue période de prospections et de négociations belges et britanniques, en concurrence pour le contrôle du Katanga, se succédèrent. Finalement, le Katanga fut incorporé dans l’*Etat Indépendant du Congo* (EIC) du roi belge Léopold II en 1894. Le *Comité Spécial du Katanga* (CSK), fondé en 1900, constituait la première administration économique et politique belge sur le territoire katangais en charge de la surveillance du marché foncier.

En 1906, l’*Union Minière du Haut-Katanga* (UMHK) fut fondée qui créa, peu après, la mine de l’Etoile du Congo, l’ex-mine Kalukuluku, pour l’exploitation du minerai de cuivre. En outre, un établissement pour le traitement du cuivre fut érigé à proximité de la rivière Lubumbashi. Ces opérations témoignent de la volonté du roi belge Léopold II de s’approprier avant les anglais un territoire décrit par les scientifiques de l’époque comme un « scandale géologique ».

1911



Seulement un an après la création de la ville, le plan d'urbanisme d'Emile Wangermée de 1911 propose un quadrillage du territoire et définit déjà des espaces urbains distincts pour les populations urbaines européenne, la « ville blanche » et africaine, la « cité indigène ». Les grandes entreprises de la ville construisaient leurs propres camps ouvriers. L'important flux migratoire et d'importation par le chemin de fer reliant le Katanga en 1910 à l'Afrique australe allait avoir des répercussions sur le développement de la ville, aussi bien au niveau de sa société, de sa culture que de sa physionomie. La ville se développait à un rythme frénétique, « à la diable » et par des « gens d'ailleurs » comme le racontent les sources de l'époque, mais aussi d'une façon chaotique, créant une atmosphère de Far West.

1922

nouvelle extension
zone résidentielle pour Africains
zone résidentielle pour Européens
zone industrielle



Dans les années 1920, moment auquel la population européenne et africaine connaît une forte croissance, débute une opération urbanistique considérable d'élimination et de reconstruction du premier quartier africain de Lubumbashi, fortement influencée par les expériences sud-africaines des fonctionnaires coloniaux belges. Une nette séparation était introduite entre les quartiers européen et africain au moyen d'une « zone neutre » ou « cordon sanitaire » qui, comme dans d'autres territoires dans l'Afrique sub-saharienne était complétée par une série de réglementations légales renforçant la ségrégation raciale et limitant la mobilité. C'est ainsi qu'est née Kamalondo, l'ex commune Albert I, construite selon un quadrillage orthogonal autour du camp Williams entretenu par l'UMHK.

1932

Quartier industriel (BCK)
Camp Maramba (BCK)
Bakoa
Camp militaire Major Vangu



La crise économique mondiale suite au crash boursier de 1929, toucha fortement le Congo. Au Katanga, après une décennie de développement, la chute spectaculaire du prix du cuivre sur le marché mondial résulta en un exode important d'européens (de 4.170 en 1931 à 2.874 en 1935). Avec un tiers d'immeubles vides au centre-ville, Lubumbashi ressemblait à une ville fantôme. Néanmoins, le Comité Spécial du Katanga continuait à investir dans l'infrastructure urbaine. De grandes campagnes de construction à la fin des années 1930, entre autre dans le domaine scolaire, témoignent de la reprise de l'économie. C'est aussi à cette époque que débute le débat sur l'extension de la Commune Kamalondo, dont les effets sur le terrain ne se manifesteront qu'après 1945.

1945

Commune Kenya
Quartier de la route Munama



Dans les années 1930, le gouvernement colonial est confronté à une pression démographique croissante sur la commune de Kamalondo et se trouve forcé de prévoir une extension du quartier pour africains. Le projet d'une nouvelle « cité indigène », la commune Kenya, sera conçu selon le modèle de la « cité jardin », proposant une densité d'habitations très inférieure à la cité existante et prévoyant des maisons plus confortables le long d'avenues arborées. Une version beaucoup plus dense de ce projet ne fut réalisée qu'à partir des années 1940. Le long du chemin de fer, du côté opposé à Kamalondo, des commerçants grecs et portugais installent des magasins pour une clientèle africaine dans le quartier dit de la Route Munama.

1950



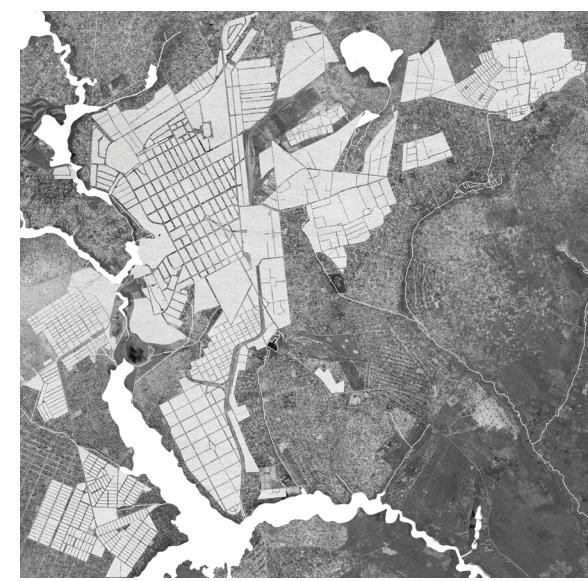
1960



1970



2010



À partir de 1945, la ville de Lubumbashi est confrontée à une crise de logement provoquée par l'immigration considérable de main-d'œuvre africaine vers la ville minière. L'extension de la cité indigène, réalisée par le quartier de la Kenya, s'est montrée immédiatement insuffisante à faire face à la croissance démographique rapide de la population urbaine africaine. L'émergence spontanée de bidonvilles dans la périphérie de la ville incite le gouvernement à mettre l'action sur l'habitat au cœur des objectifs du *Plan décennal pour le développement social et économique du Congo belge*, développé entre 1948 et 1949. Dans ce cadre, l'architecte-urbaniste Noël Van Malleghem élabore une étude urbanistique sur la ville à partir de laquelle il propose un nouveau plan d'aménagement.

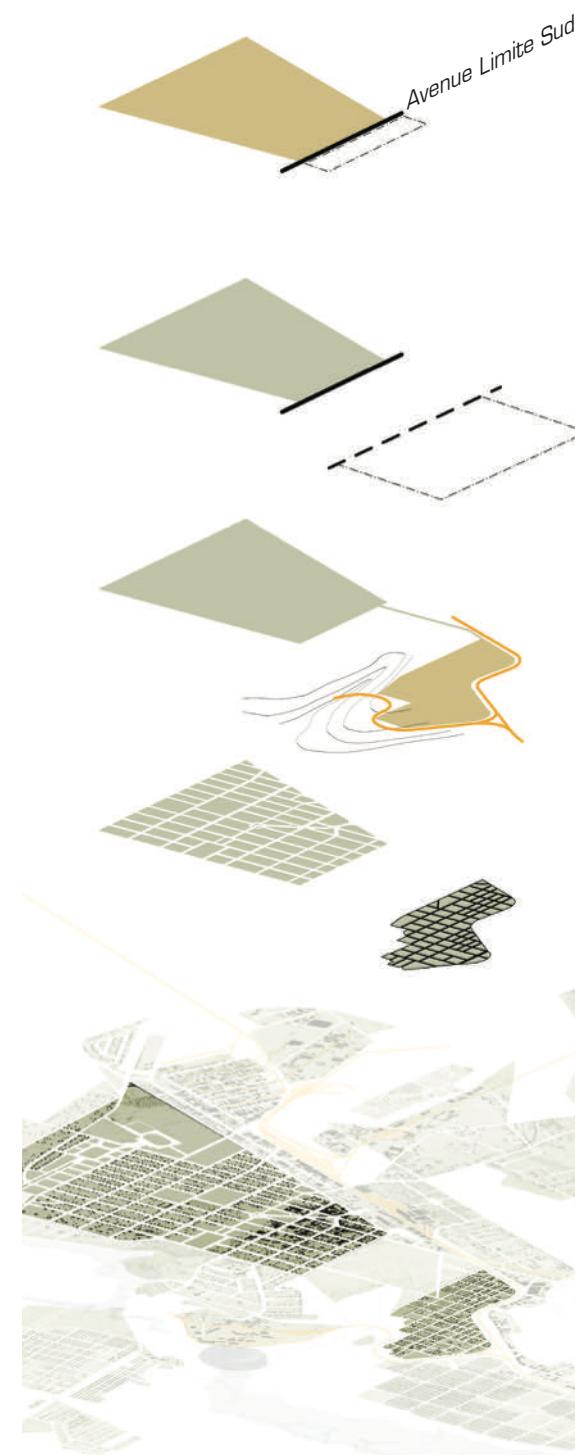
Dans le contexte du *Plan décennal*, le gouvernement colonial crée, en 1952, l'*Office des Cités Africains* (OCA), qui construit, à partir de 1954, la nouvelle cité indigène Ruashi dans le nord-est de la ville européenne. À la même période, la commune Katuba avait été construite selon le *Système Grévisse* comme une extension des cités existantes vers le sud de la ville. En plus d'une attention donnée au développement de l'habitat des habitants africains, le *Plan décennal* donnait aussi lieu à des initiatives importantes dans l'amélioration des infrastructures médicales et scolaires. Si l'ancien quartier européen peut être considéré avant tout comme une réalisation d'entre-deux-guerres, plusieurs constructions remarquables, comme l'athénée royal, l'hôpital Sendwe et le centre culturel, s'ajoutent à son paysage au cours des années 1950.

En 1973, la ville comptait une population de plus de 410.000 habitants, résultat de l'accroissement naturel et d'un solde migratoire important pendant la décennie précédente. Cette croissance démographique, qui connaîtra une fléchissement suite à la zaïrianisation, se manifestera à travers le doublement de la surface urbaine de Lubumbashi en presque vingt ans. L'urbanisation progresse alors le long de certains axes vecteurs, avec l'émergence de noyaux périphériques nouvellement érigés sans plans et réalisés avec des moyens très modestes, tandis que parallèlement les espaces interstitiels ou à l'abandon sont envahis par l'autoconstruction. Ces deux phénomènes font de Lubumbashi une « ville éclatée » et témoignent d'un fort affaiblissement du pouvoir de l'Etat sur la gestion de l'espace urbain.

Dans les dernières décennies, Lubumbashi n'a cessé de s'étendre en tache d'huile pour compter vers 2007 une population d'environ 1.400.000 habitants. La figure urbaine initiale, composée d'entités urbaines bien délimitées et identifiables, se trouve aujourd'hui remplacée par un tissu continu dans lequel les structures urbaines établies pendant des périodes antérieures restent lisibles à travers des différences morphologiques. Largement produit d'un urbanisme « sans urbanistes », l'aménagement de l'espace urbain récent a suivi, tout comme à l'époque de sa fondation, une logique économique, dans les quartiers « spontanés » où l'appropriation d'une parcelle se fait à travers des négociations entre plusieurs acteurs, aussi bien que dans les enclaves résidentielles sécurisées où vit la nouvelle élite.

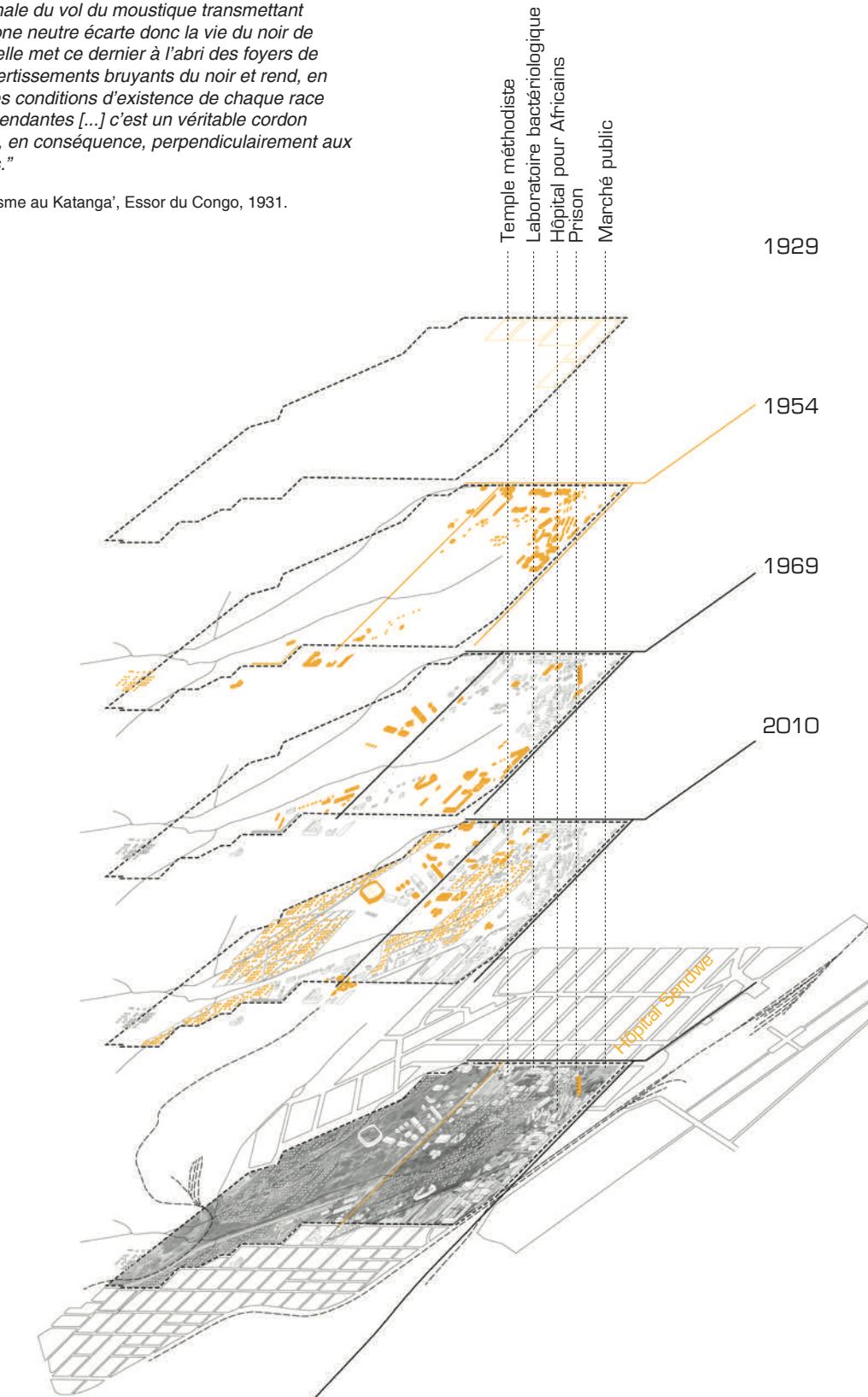
Zone neutre

Parmi les villes du Congo, c'est Lubumbashi qui à travers son organisation spatiale témoigne le plus explicitement de la politique ségrégationniste du planning colonial belge. Bien que dès la création de la ville, une distinction était faite entre les quartiers pour Européens et Africains, la ségrégation raciale et spatiale ne prit sa forme la plus visible qu'au moment où, en 1921, le gouverneur général Maurice Lippens décida de raser le quartier africain existant pour le reconstruire à une distance plus grande du quartier européen. Ce caractère ségrégationniste fut aussi marqué dans la toponymie : l'avenue bordant la « ville blanche » portait le nom d'avenue Limite Sud. La nouvelle commune, Kamalondo, l'ex commune Albert I, fut construite selon un quadrillage orthogonal et délimitée par le chemin de fer. Le mot-clé dans le discours accompagnant le planning urbain de l'époque était « hygiène », la largeur de la « zone neutre » créée ainsi, aussi nommée « cordon sanitaire » dans les documents officiels de l'époque, étant fixée à une distance qui devait éviter la transmission de la malaria. En outre, ce « colour bar » ne se manifestait pas seulement dans l'habitat, mais dans tous les aspects de la vie quotidienne (travail, loisir). Cependant, la « zone neutre » n'a jamais été un vide absolu. Presqu'immédiatement après sa création furent ajoutés à la prison le marché, le laboratoire, le temple méthodiste, l'hôpital pour Africains et plusieurs écoles pour Africains. Ces lieux, à la fois fréquentés par les deux populations, sont les témoins des pratiques relatives vis-à-vis de la ségrégation raciale. Dans la période d'après-guerre, le développement de la « zone neutre » fut le sujet de multiples discussions au sein du Comité urbain, sans pour autant remettre en question le principe de ségrégation spatiale jusqu'à la fin de l'époque coloniale. Après l'indépendance, avec l'agrandissement des infrastructures existantes, l'introduction de nouveaux bâtiments publics comme le temple Kimbanguiste et la construction des habitations informelles, la zone fut presque complètement remplie. Cependant, l'organisation ségrégée de l'espace urbain ne se termine pas avec l'indépendance et on voit qu'à ce jour, avec l'émergence d'une nouvelle élite, une nouvelle stratification sociale s'est projetée sur l'espace.



“La zone neutre évite toute promiscuité entre le blanc et le noir. Elle sépare les deux cités par un espace pratiquement libre de 500 mètres au minimum, distance qui correspond à l'ampleur normale du vol du moustique transmettant la malaria. La zone neutre écarte donc la vie du noir de celle du blanc ; elle met ce dernier à l'abri des foyers de malaria, des divertissements bruyants du noir et rend, en conséquence, les conditions d'existence de chaque race nettement indépendantes [...] c'est un véritable cordon sanitaire orienté, en conséquence, perpendiculairement aux vents dominants.”

Hins, R., 'L'Urbanisme au Katanga', Essor du Congo, 1931.



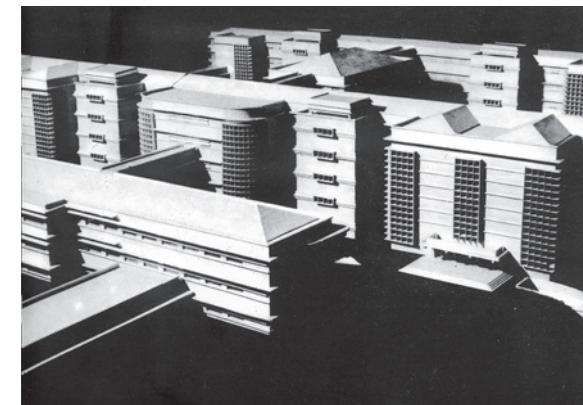


L'espace et l'ordre colonial

Cette photo, rare image de la construction de la commune de Kamalondo au début des années 1920, présente un témoignage parlant du nouvel ordre spatial que la colonisation introduisait en Afrique centrale. Une voie rectiligne s'étend dans le paysage existant, niant complètement les immenses termitières qui seront rasées par des prisonniers. Dans le discours colonial, la route représente l'icône de la modernité qui

s'oppose au « tracé ancestral » des africains, le sentier « qui va droit au but à travers mille détours » comme l'a décrit Pierre Ryckmans dans son roman *Barabara* de 1947. Mais avant tout, le quadrillage et l'ordonnancement de la « cité indigène » parlent de la prépondérance des considérations économiques et hygiénistes dans l'aménagement de l'espace, tout en soulignant le caractère disciplinaire de l'urbanisme colonial en Afrique subsaharienne.

Kamalondo, aménagement d'une rue, vers 1922 / Vue aérienne de la «zone neutre» avec au milieu l'hôpital Sendwe / Projet pour un nouvel hôpital pour Européens, arch. A. De Lay / Pavillons de l'hôpital Prince Léopold, photo années 1920 / maquette du projet pour un nouvel hôpital pour Africains, arch. N. Van Mallegem



Fissures dans le « cordon sanitaire »

L'équipement sanitaire dont sera doté la ville de Lubumbashi dès les années 1920 reflète l'importance de la médecine dans le projet colonial belge tout comme l'obsession hygiéniste du planning colonial. A cette époque, la ville possédait un centre de santé pour Européens, l'hôpital Reine Elisabeth, et un autre pour africains, l'hôpital Prince Léopold, ainsi qu'un laboratoire de bactériologie. Les deux derniers étaient situés dans la « zone neutre », en accord avec les théorèmes de l'urbanisme colonial de l'époque, qui programmat de telles fonctions en intermédiaire entre la « ville européenne » et la « cité indigène ». L'hôpital Reine Elisabeth, par contre, était localisé en plein centre, tout près de l'Institut Marie José, à une distance considérable de la « zone neutre », témoignant ainsi du caractère ségrégationniste de l'aménagement de l'espace urbain de Lubumbashi. Cette infrastructure étant déjà vétuste et encombrée après une vingtaine d'années, le gouvernement colonial fut obligé de planifier la construction de nouveaux hôpitaux pour européens et africains. Même s'ils ne seront que partiellement réalisés, les projets architecturaux conçus au début des années 1950 dévoilent les grandioses ambi-

tions de l'époque. Néanmoins, un débat portant sur leur emplacement illustre clairement une évolution dans la pensée ségrégationniste au sein de la communauté blanche. Les services médicaux proposaient en effet de juxtaposer les deux hôpitaux dans « la zone neutre » pour des raisons d'efficacité et d'économie, tout en soulignant que du point de vue médical et scientifique, une séparation ne se justifiait plus. Selon les médecins, la « zone neutre » ne devait donc plus être pensée comme un « cordon sanitaire ». Néanmoins, après des années de discussions, le nouvel hôpital pour européens (l'actuel bâtiment administratif de l'Université de Lubumbashi) ne sera finalement pas construit à côté de celui pour africains (l'actuel hôpital Sendwe) situé dans la « zone neutre », mais bien de l'autre côté de la « ville européenne ». Si en 1951, lors du débat, l'inspecteur général de l'Hygiène, le docteur Duren, avait encore proclamé « qu'il ne pouvait être question de faire une politique, basée sur la couleur de la peau », cette réalité spatiale est emblématique de la continuité des pratiques de « *petty apartheid* » à Lubumbashi jusqu'à la fin de l'époque coloniale.

Habitat

Même si dans les dernières décennies, le phénomène d'appropriation et de transformation de l'environnement bâti a été considérable, le caractère ségrégationniste du planning colonial se manifeste encore aujourd'hui à travers la morphologie et la densité différentes des quartiers, ainsi que par les formes d'habitats

très différenciées au niveau des moyens, des dimensions, des matériaux ou des styles architecturaux qu'on retrouve dans la « ville européenne » d'un côté et la « cité indigène » et les camps de travailleurs de l'autre. En tant que lieu où se joue la vie quotidienne et intime des habitants, l'habitat offre une clé pour retracer l'histoire sociale de Lubumbashi, et illustrer les continuités et ruptures dans les relations de cohabitation entre Africains et Européens.



Cité

Suivant initialement la typologie du camp, avec un quadrillage orthogonal et des constructions de caractère très modestes, les quartiers pour africains suivront plus tard le modèle de la « cité jardin » et la ville ouvrière en Belgique, introduisant un certain confort dans leur habitat. Au cours du temps, les phénomènes d'autoconstruction et d'appropriation ont fortement changé ces paysages.

Camp

Conçus selon des directives d'ingénieurs et de médecins, les camps de travailleurs –de la mine aussi bien que du chemin de fer– constituent l'exemple type d'une organisation technocratique de l'espace où jouent des considérations d'hygiène, d'efficacité, de modestie de moyens et de discipline. Ces paysages ont été récemment l'objet de fortes transformations.

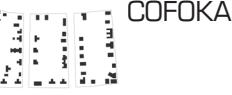
Ville Européenne

L'ordonnancement en quadrillage de la ville européenne, reflétant la logique immobilière qui guide la gestion de l'espace, va de pair avec l'application du modèle de la « cité jardin », avec des villas situées dans de grands jardins. Bien que la typologie et le style de l'habitat européen ait changé au cours du temps, la maison individuelle est restée le modèle préféré des habitants. A Lubumbashi, les immeubles à appartements ou complexes résidentiels collectifs, icônes de la modernité de Kinshasa dès les années d'après-guerre, resteront plutôt rares.

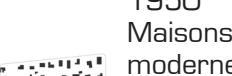
1910
Bungalow



1920
COFOKA



1950
Maisons modernes



1950
Immeubles



1920
Kamalondo



1945
Kenya



1950
Katuba



1956
Ruashi



1920
Gécamines (UMHK)



1925
Maramba (BCK)

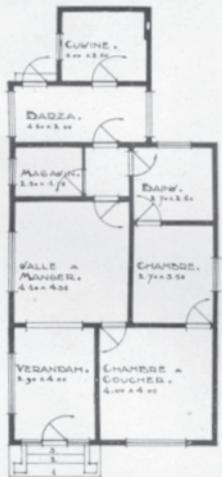


1950
Tshamilemba (BCK)





Immeuble Type 22.



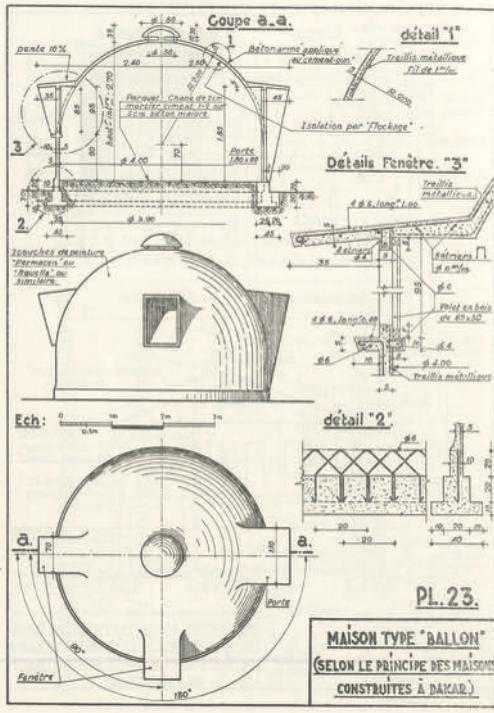
Vue d'intérieur de cette maison.

Immeuble type 22, Compagnie Foncière du Katanga, vers 1925
 / Maison type «Bungalow», vers 1911 / Maison style «Cape Dutch», vers 1925 / Maison du docteur Delmée, vers 1924 / Complex de résidence collectif, arch. P. Charbonnier & J. Elliott, 1956

Ville européenne

Tout comme le casque colonial, la maison présente pour le colonisateur à la fois un outil indispensable pour s'adapter au territoire congolais considéré comme « hostile », et un véhicule identitaire qui permet de se distinguer de « l'autre ». La pratique au Katanga de loger le personnel sur la parcelle du maître, dans un abri au fond du jardin nommé « boyerie », créa une permanence africaine dans la « ville européenne » qui aura des répercussions sur l'habitat européen. Les premières maisons pour européens à Lubumbashi, dont il subsiste encore aujourd'hui plusieurs exemples, démontrent clairement l'influence du « bungalow tropical », type de maison caractérisé par une véranda entourant la construction, un toit débordant la muraille et une surélévation du rez-de-chaussée du sol. Fort répandu dans les colonies britanniques et hollandaises, ce type de maison était à l'époque considéré par le milieu des médecins coloniaux comme le meilleur instrument pour faciliter l'acclimatation du blanc aux conditions exigeantes des tropiques. Néanmoins, la distribution des espaces dans ce type de bâtiment avait de fortes conséquences sur la cohabitation du maître et du boy. Ce n'est pas un hasard si, au moment où le nombre de femmes européennes arrivant au Congo s'accroît dans les années 1920, la véranda sera remise en question pour être remplacée par une loggia, afin de mieux contrôler les mouvements des « boys » et éviter la « promiscuité » décrite dans les sources de l'époque. C'est le moment où la *Compagnie Foncière du Katanga* (Cofoka) commence à construire des maisons-types pour fonctionnaires. Avec la distribution de leurs espaces, ces « villas » visaient à intérioriser la vie, tandis que l'attention donnée aux aspects architecturaux devait créer l'idée d'un « comme chez soi ». Bien que dans les années 1950, certains architectes repensent l'habitat européen et proposent parfois des solutions innovantes pour des complexes résidentiels collectifs, ce modèle de « villa » entouré d'un jardin avec au fond restera en vogue tout au long de l'époque coloniale. Constituant un élément clé de ce milieu urbain où cohabitent Européens et Africains, l'abri tout à fait modeste du « boy » et de sa famille est caché à la vue des habitants. La mémoire urbaine des Lushois permet de saisir la réalité vécue du régime de ségrégation à l'échelle de la parcelle.





Cité

En 1911, une « cité indigène » est aménagée à côté de la « ville blanche » pour la partie de la population ouvrière africaine au service des petites et moyennes industries de la ville. L'initiative de la construction des habitations dans ce quartier était laissée aux habitants eux-mêmes, qui continuaient à construire selon leurs coutumes. Dès sa création dans les années 1920, la commune de Kamalondo sera pourvue de logements de dimensions très modestes pour célibataires ou familles, généralement conçus par le personnel technique des services officiels. Selon les directives applicables dans les camps d'ouvriers, il s'agit de logements calculés sur base de 3m² par personne avec des services communs (cuisines, latrines,...). Peu à peu les réalisations s'éloignent de ce genre de constructions minimales pour des maisons-types plus larges et confortables, tandis que le *Système Grévisse*, répandu à Lubumbashi, encourageait la population africaine à participer à la construction de leur propres résidences, sous une surveillance stricte et suivant une liste de restrictions et d'obligations sur les aspects techniques. Plusieurs solutions expérimentales augmentant le ratio « efficience - coût » voient aussi le jour dans les années d'après-guerre. La « maison ballon », basé sur le modèle d'un type d'habitat pour africains en vogue à Dakar, Sénégal, et dont neuf exemplaires seront réalisés à Lubumbashi, en est l'exemple le plus surprenant. Comme dans d'autres villes congolaises, l'*Office des Cités Africaines* construira un quartier satellite à la périphérie de la ville, la Ruashi, avec des maisons-types qui s'inspirent des résidences pour famille ouvrière métropolitaines. Conçu selon une typologie occidentale, prévoyant notamment d'inclure la cuisine à l'intérieur, ces nouvelles maisons visent aussi à émanciper la femme africaine. L'architecture très soignée de trait moderniste adoptée par l'OCA, suscita un grand intérêt dans la presse de l'époque, sans que par autant cette opération ne soit un succès au niveau de la réponse qu'elle apporte vis-à-vis la crise de logement et l'émergence des bidonvilles. Constituant un patrimoine architectural tout à fait particulier, les maisons-types de la Ruashi ont été fortement adaptées au cours du temps, témoignant de la domestication de l'environnement physique colonial par les citadins.



Dessin et plan maison type « ballon », arch. M. Bruyère, vers 1953 / Brochure maisons à ossature métallique, entreprise Beaume Marpent, années 1950 / Numéro thématique sur l'*Office des Cités Africaines*, revue Rythme, 1960 / Vues contemporaines de la commune Kamalondo



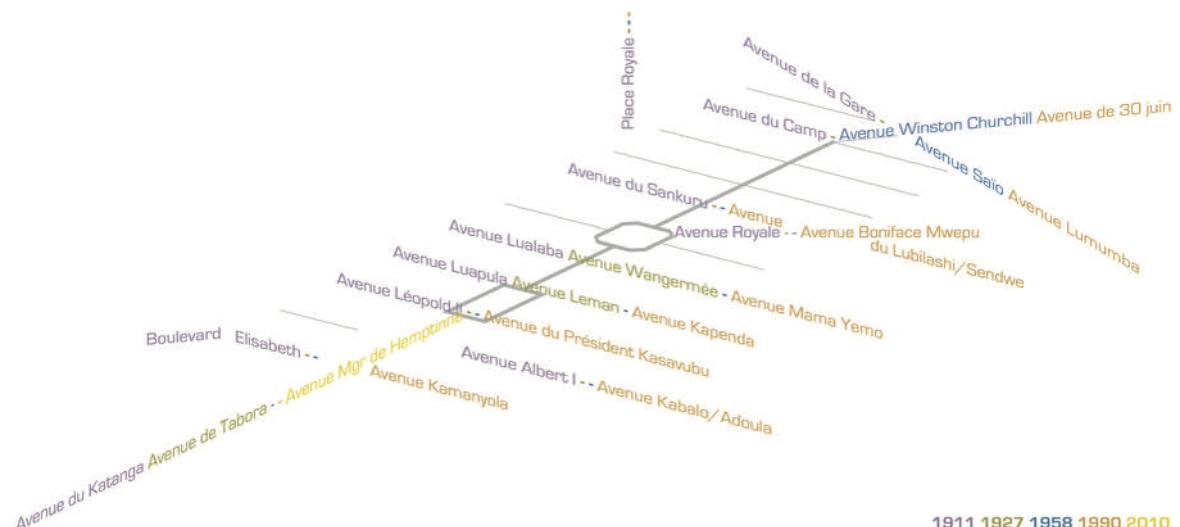
Maisonnette de travailleur, UMHK, années 1920 / Quartier des travailleurs de l'UMHK, années 1920 / 3 vues de maisons-types dans le camp Maramba (BCK), situation 2006 / Maison-type pour travailleur, camp Tshamilemba (BCK), situation 2006

Camp

A côté du gouvernement colonial et des congrégations missionnaires, certaines grandes entreprises ont été des acteurs de premier ordre dans l'émergence et le développement de Lubumbashi. La place importante que prend la notion de « *kazi* » (Swahili pour « travail salarié ») dans l'actuelle mémoire urbaine des Lushois témoigne encore de l'impact de ces entreprises sur la vie urbaine, bien au-delà l'époque coloniale. A côté du quartier européen et de la « cité indigène », les « camps ouvriers » de l'*Union Minière du Haut Katanga* (UMHK), aujourd'hui la Gécamines, et le *Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga* (BCK) constituaient des entités urbaines autonomes destinées au logement de la main-d'œuvre africaine. L'aménagement de ces quartiers était largement guidé par une approche technocratique, basée sur des considérations d'hygiène, d'économie et de surveillance. Alors que, dans la première décennie de l'existence de la ville, les ouvriers africains étaient recrutés avec des contrats à court terme et logés dans des baraqués, souvent inspirées d'habitats ouvriers sud-africains de réputation douteuse, l'UMHK développa à partir des années 1920 des stratégies d'engineering social afin de créer et de maintenir une main-d'œuvre africaine stable. Cette nouvelle politique se traduisit dans la création de logements neufs et confortables pour les ouvriers et leurs familles, ainsi que dans la réalisation de services publics comme des écoles, des dispensaires ou des foyers sociaux, témoignant de l'approche paternaliste que l'entreprise minière partageait avec la BCK. Le quartier Maramba, premier camp de la BCK datant des années 1920, fut encore réalisé sur un quadrillage orthogonal, rempli de maisons modestes avec villas pour les agents européens, alors que le camp Tshamilemba, érigé après la Seconde Guerre mondiale, frappe par la disposition radioconcentrique de la partie centrale. Restés intacts jusqu'à il y a quelques années, ces camps ont été cédés récemment par la BCK à ses ouvriers, ce qui a engendré immédiatement de profondes transformations du bâti : les habitants ont adapté les maisons à leurs besoins et ont aussi créé de nouvelles opportunités de revenu, notamment en sous-louant des chambres ajoutées.



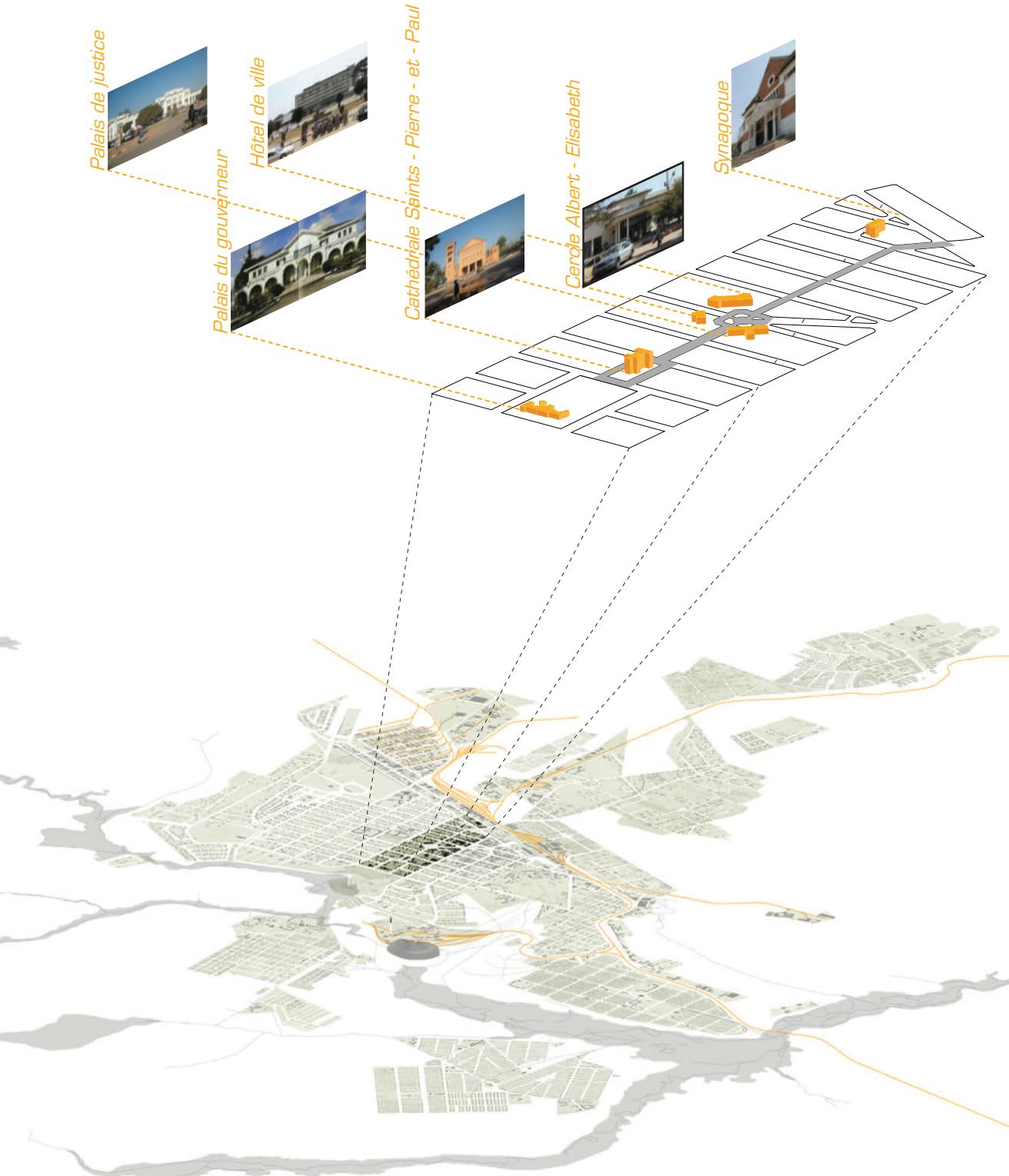
Axe du pouvoir



1911 1927 1958 1990 2010

La domestication de l'espace africain par le pouvoir colonial s'inscrit de manières plurielles : par l'ordonnance nouvelle d'anciens sites et territoires, par la construction d'une architecture qui impose, et, comme l'a remarqué Valentin Mudimbe, à travers une toponymie qui sert à « l'invention du lieu et de son corps ». A Lubumbashi, l'empreinte du pouvoir se manifeste le plus explicitement le long de la rue qui constituait l'axe symétrique du quadrillage de la « ville européenne » qui portait à l'époque de sa fondation le nom d'Avenue du Katanga. Bordé d'un côté par le palais du gouverneur du Katanga et la cathédrale, cet axe se termine sur un square où se trouve la synagogue, bâtiment témoignant de l'importance de la communauté juive dans les premières décennies de la ville. Au milieu, l'axe traverse un rond-point, la Place Royale, où sont situés tous les bâtiments publics liés au pouvoir colonial belge : le pavillon du Major Emile Wangermée, premier gouverneur du Katanga, et la mairie, dont la construction traînera pour n'être achevée qu'après 1960 ; l'imposant palais de justice, le siège de la Banque du Congo belge, et le Cercle Albert-Elisabeth, lieu de sociabilité par excellence de l'élite coloniale. Du rond-point part l'Avenue Royale, seule voirie diagonale dans la trame orthogonale qui relie le centre-ville à la gare qui ouvre la ville au monde extérieur.

Après la première guerre mondiale, le caractère symbolique de cet axe sera renforcé par sa dénomination nouvelle en Avenue de Tabora, qui réfère à la bataille de 1916 dans laquelle les troupes belges ont remporté une victoire contre l'armée allemande en Afrique de l'Est, évènement largement médiatisé et commémoré dans la mère patrie. En dépit des fortes connotations au patriotisme belge, ce nom ne disparaîtra qu'en 2010 pour être remplacé, de manière assez surprenante, par celui de Mgr. Jean Félix de Hemptinne, personnage emblématique du pouvoir colonial à Lubumbashi qui dans la mémoire sociale des Lushois est parfois considéré comme le « fils du roi Léopold II ».



Palais du gouverneur



Cathédrale Saints-Pierre-et-Paul



La construction d'un palais pour le gouverneur du Katanga en 1910-1911, dès la fondation de la ville, s'inscrit dans l'opération géopolitique de la part des belges qui, soucieux de bloquer l'influence des anglais dans cette partie du territoire congolais, s'efforcent de marquer leur présence de façon palpable dans l'espace. A l'époque, le gouverneur-général du Congo belge à Boma résidait encore dans une structure en métal préfabriqué de dimensions modestes qui, à cause de son apparence peu prestigieuse, était localement nommée la « boîte à sardines ». Néanmoins le palais de Lubumbashi, avec son architecture « simple mais de bon goût » –aujourd'hui fortement transformée d'ailleurs–, se réfère plus à une grande résidence qu'à un bâtiment public vraiment monumental. Comme nous l'apprennent les sources d'époque, le palais restait plutôt modeste pour répondre aux besoins d'un gouverneur qui, en tant que représentant du roi au Katanga, devait aussi pouvoir organiser des fêtes et réceptions grandioses auxquelles étaient conviés grand nombre d'hôtes de marque, locaux et étrangers. Dans le paysage urbain de Lubumbashi, le palais du gouverneur frappe par son absence. Situé au milieu d'un parc, le bâtiment tourne en effet le dos à la ville par son orientation vers le panorama de la vallée de la rivière Lubumbashi. Le contraste avec la cathédrale que faisait construire Mgr. de Hemptinne, et qui clôture la perspective de l'avenue, ne pouvait être plus marquant. Tout comme à Boma, plus que le palais du gouverneur même, c'est le drapeau belge flottant au-dessus du bâtiment qui ancrat de façon incontestable le pouvoir de l'état dans l'espace.

Palais de justice



Cercle Albert-Elisabeth

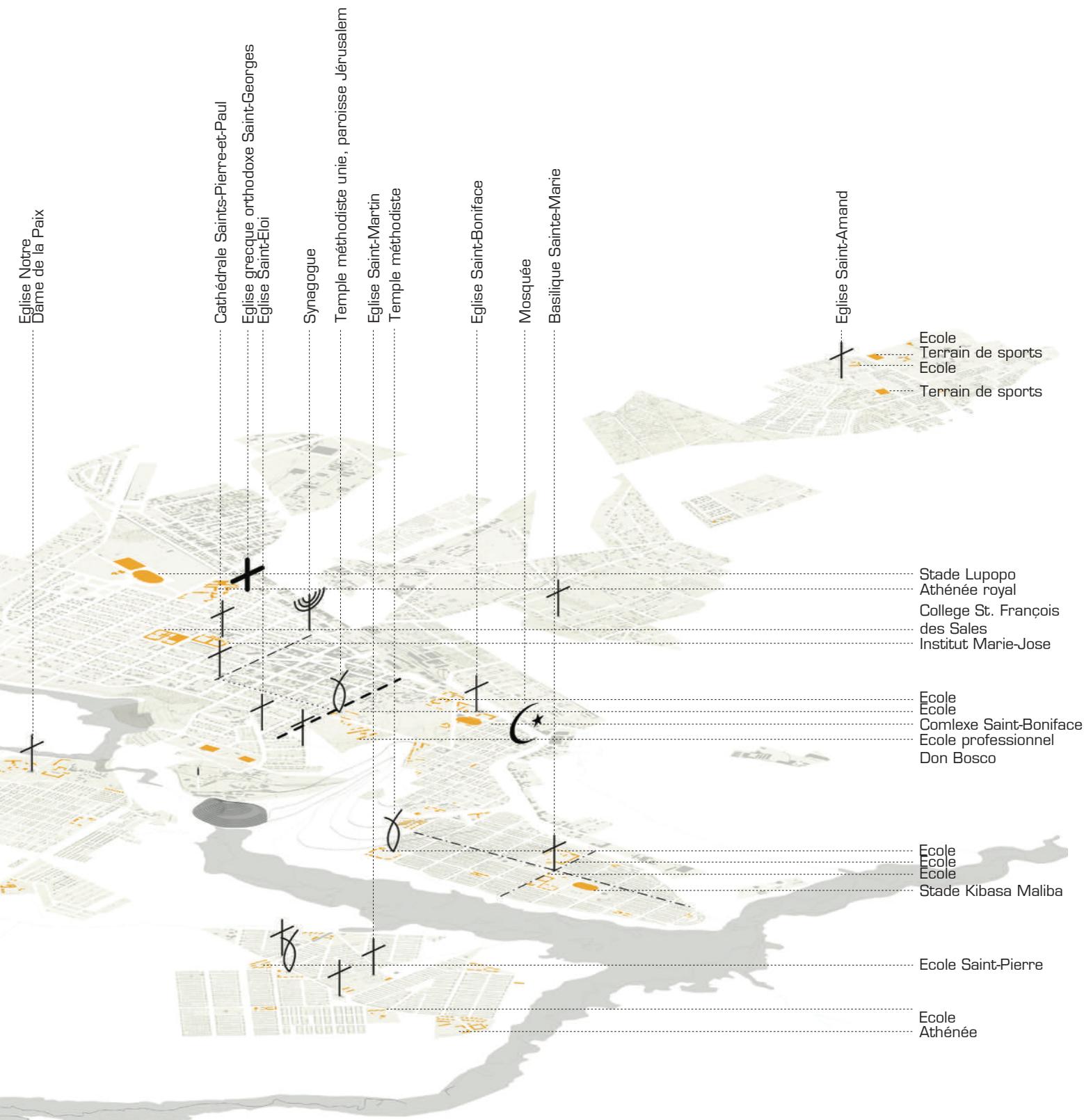


La cathédrale Saints-Pierre-et-Paul, construction en briques de style roman, fut conçue en 1921 comme le monument représentant la suprématie de l'Eglise Catholique au Katanga par Mgr. Jean-Félix de Hemptinne, supérieur de la congrégation des Bénédictins au Katanga, en collaboration avec les architectes Hendrickx et Darin. Avec son style néo-roman, le bâtiment se distingue de façon délibérée de l'architecture religieuse néo-gothique utilisée par la plupart des congrégations missionnaires de l'époque. Pensée comme un monument pouvant susciter l'admiration de toutes les communautés de cette « ville cosmopolite », l'édifice termine la perspective vue de la Place Royale, bouchant ainsi la vue sur le palais et le parc du gouverneur. Néanmoins, la proximité de ces deux bâtiments marquait un site symboliquement fort du pouvoir colonial belge pour les habitants de la ville. Le mythe urbain qui suppose l'existence d'un tunnel reliant la cathédrale au palais du gouverneur marque à quel point l'alliance des pouvoirs de l'Eglise et l'Etat reste encore inscrit dans l'esprit des Lushois. L'histoire de la cathédrale dévoile aussi des conflits existants au sein de la population blanche de Lubumbashi à l'époque de sa construction. Le choix de sa situation fut en effet le résultat de négociations de longue durée entre le gouvernement colonial et les deux congrégations catholiques actives dans la région, les Bénédictins et les Salésiens, tandis que le temple que réalisent les méthodistes dans un style néo-gothique flamboyant quelques années plus tard à l'extrémité de la « ville européenne » non loin de la cathédrale, témoigne du jeu de pouvoir entre catholiques et protestants.

Avec l'inscription « jus / justitia / lex » sur sa façade principale, le palais de justice de Lubumbashi, imposante construction aux lignes art déco inaugurée en 1931, forme l'emblème de l'état de droit que le régime colonial s'efforçait d'installer dans la colonie. Dans l'exercice du pouvoir, en effet, non seulement fallait-il l'élaboration d'une politique de gestion et le développement d'une législation, mais aussi l'installation d'un système judiciaire pour garantir le maintien de l'ordre. Les années 1920 marquent un tournant dans ce sens. Dans les centres urbains, les premières tensions structurelles entre communautés blanches et noires se font sentir, créant une angoisse de « l'autre » auprès des européens et introduisant une ségrégation raciale plus explicite. Les inégalités existant entre Européens et Africains en matière juridique peuvent être illustrées par des incidents banals. Pour avoir renversé l'épouse du procureur général de Lubumbashi en juin 1923, un Africain sera jugé seul responsable dans l'affaire, tandis que la presse locale s'exprimera de façon disproportionnée en proposant de « matraquer les malveillants » ou au moins d'« interdire l'usage de la bicyclette à nos frères noirs ». Siège de la cour d'appel la plus importante à l'époque –dépassant largement en nombre d'affaires celui de la capitale Kinshasa– le Palais de Justice n'est qu'un élément d'une infrastructure judiciaire plus importante, comportant des tribunaux particuliers dans les « cités », des camps de la Force Publique ainsi qu'une vaste prison dans laquelle sera enfermé pendant 30 ans le prophète Simon Kimbangu, figure jugée susceptible de déstabiliser l'ordre colonial.

Le cercle Albert-Elisabeth, dont l'édifice initial situé sur la principale place de la ville, la Place Royale, fut remplacé dans les années 1930 par un nouveau bâtiment, constitue une des plus anciens associations socio-culturelles de Lubumbashi, fonction qui continua par l'établissement du centre culturel Makutano après l'indépendance. Situé au cœur de l'ancien quartier européen et calqué sur le modèle des clubs anglais, le cercle Albert-Elisabeth constituait le lieu de rencontre pour l'élite de la société coloniale blanche de la ville. Soigneusement sélectionnés selon des critères stricts d'âge, de nationalité, de statut et de relations sociales, les membres occupaient généralement des postes importants dans les grandes entreprises ou l'administration coloniale. Le programme d'activités proposées suivait l'évolution de la société urbaine. Alors que le cercle s'orientait dans ses premières années d'existence surtout à un public d'hommes célibataires en limitant l'accès aux femmes, la présence croissante de femmes européennes dans la colonie après la Première Guerre mondiale incita le cercle à organiser des activités pour les différents membres des familles. Cependant, la participation dans le cercle ne peut pas seulement être vue comme démonstration du statut social ou agrément social et culturel, mais aussi comme une manière pour le colonial de retrouver un « comme chez soi » pendant son séjour de travail dans la colonie. En effet, non seulement les activités organisées par le cercle, mais aussi la décoration et l'ameublement du bâtiment reflétaient les pratiques en vogue dans la métropole.

L'Eglise et la ville



La narration classique de la colonisation belge souligne avant tout l'action unie de la tripartite coloniale état, église et entreprise dans la gestion du territoire congolais. Ces trois acteurs ont largement déterminé l'évolution de la ville de Lubumbashi, bien qu'aujourd'hui les historiens aient indiqué à quel point cette « action unie » était un mythe et que bien d'autres acteurs, en particuliers différents groupes dans les communautés africaines, ont, eux aussi, joué un rôle crucial. À travers l'*Union Minière du Haut-Katanga* qui, en quelque sorte, était la raison d'être de ce centre urbain, les acteurs principaux de l'économie coloniale belge occupaient une place évidente dans la société urbaine de Lubumbashi. Grâce au statut de centre administratif de la province du Katanga et de siège du Vice-Gouverneur du Congo belge, l'état colonial était lui aussi fort présent. L'empreinte de l'église était, elle aussi, omniprésente dans le paysage urbain. À côté de quelques temples protestants, d'une synagogue, d'une église grecque orthodoxe et même d'une mosquée, les congrégations catholiques ont érigé un nombre important d'édifices de culte et d'écoles. On leur doit des complexes impressionnantes dans le centre-ville comme la cathédrale, mais aussi l'Institut Imara ou le Lycée Tuendele, tandis que les « cités » étaient marquées par des complexes catholiques comme le complexe Saint-Boniface ou la basilique Sainte-Marie qui se trouve au croisement des deux routes qui structurent le quadrillage du quartier de la Kenya. L'impact des religieux sur la vie quotidienne de la population africaine se faisait aussi sentir à travers leur rôle dans les dispensaires, les foyers sociaux ou les activités parascolaires comme le sport ou le scoutisme. À cause de la forte présence de l'église, la marge de manœuvre des Africains était donc fort restreinte, même dans la cité. Lorsqu'un journal pour « indigènes » voyait le jour en 1934 sous le titre *Ngonga*, offrant une tribune ouverte aux africains, c'était en effet Mgr. Jean-Félix de Hemelinne, préfet apostolique du Katanga qui en a bloqué l'apparition après seulement quelques numéros, raisonnant qu'il « ne fallait pas aller trop vite » dans la formation de la population africaine. La mémoire urbaine des Lushois nous apprend alors à quel point l'église était un acteur ambivalent, offrant une voie vers l'émancipation mais dans des termes bien délimités.



Eglise Saint-Jean

L'Eglise Saint-Jean, réalisée en 1929 et témoignant des nouvelles tendances de l'architecture religieuse, fait partie d'un complexe comprenant église, abbaye, école, foyer et stade. Les Bénédictins, qui cherchent à étendre leur action missionnaire vers la « cité » afin de contrer l'influence des missionnaires protestants, optent pour un lieu stratégique en situant le complexe à l'entrée de la commune. nouvelles tendances dans l'architecture religieuse dans la colonie.



Basilique Saint-Marie

Avec sa silhouette marquante toute de briques rouges, la basilique de Sainte-Marie de Kenya, érigée en 1948 selon un plan polygonal, forme un ensemble avec un dispensaire, des écoles, des infrastructures de sports et un foyer social, constituant ainsi le centre autour duquel gravitait la vie du quartier de la Kenya à l'époque coloniale. Dans la peinture populaire, elle est devenu un topos, représentant l'ordre du passé contrastant avec le « désordre » du présent manifesté par les marchés « pirates » qui envahissent l'Avenue de la Basilique.



Institut Imara / Lycée Tuendele: internat, aile des classes, piscine

Ces deux complexes scolaires marquant le paysage urbain du centre-ville par leur échelle et leur architecture trouvent leur origine dans les premières années de Lubumbashi, quand les autorités se sont adressées aux congrégations des Salésiens et des Soeurs de la Charité afin d'organiser l'enseignement pour les enfants de la communauté blanche de Katanga. En effet, l'enseignement officiel ne voit le jour qu'à la fin des années 1940, comme en témoigne notamment l'ancien Athénée Royal, aujourd'hui complexe Kiwele. L'Institut Imara (l'ex Collège Saint-François de Sales) aussi bien que le Ly-

cée Tuendele (l'ancien Institut Marie-José) sont le résultat de longues campagnes de construction, avec leurs noyaux datant de l'époque de l'entre deux-guerres, tandis que d'importants travaux ont encore été réalisés dans les années 1950. Des architectes proéminents de la ville, comme Raymond Cloquet, Henri Jordan ou Hyacinth Vermeulen ont signé des bâtiments. Les deux écoles sont conçues selon un programme élaboré comprenant non seulement des classes, un internat et des résidences pour les pères/sœurs, mais aussi toute une série de locaux destinés à la formation de l'esprit et du corps : chapelle, salle de cinéma ou de théâtre, gymnase et piscine. Ces écoles constituaient d'importants lieux pour la construction identitaire de la communauté blanche. Il n'est pas surprenant d'ailleurs qu'en Belgique la mémoire coloniale sur la ville de Lubumbashi soit aujourd'hui fortement stimulée par des associations d'anciens élèves de ces écoles, comme le montrent plusieurs sites sur internet.



Foyer Social Saint-Jean

Dans la « politique indigène » au Congo belge, les foyers sociaux jouaient un rôle crucial. En effet, ils étaient considérés comme des outils performants pour former les esprits et émanciper la population africaine qui venait le plus souvent de la campagne et devraient être « éduquée » afin de s'intégrer dans la société urbaine. C'est pourquoi ils formaient, avec l'église et l'école, un élément constitutif du centre de la « cité ». Néanmoins, le foyer Saint Boniface à Kamalondo frappe par son échelle imposante et son architecture qui reflète celle des bâtiments publics en vogue en Belgique à l'époque, la croix sur la façade principale soulignant l'action catholique qui s'y déroulait. Le complexe, situé en face de l'église Saint-Jean, offrait la possibilité d'organiser des pièces de

théâtre ou des films dans une salle de vastes dimensions aussi bien que des formations en hygiène ou couture pour les femmes, afin qu'elles deviennent de « bonnes épouses », tandis qu'il offrait des facilités au mouvement scout et que le stade d'à côté formait un lieu clé dans la vie de la « cité ». Aujourd'hui le complexe se trouve dans un état fort délabré, bien qu'il reste un « lieu de mémoire » fort pour la communauté de Kamalondo.



Pouponnière Saint-Michel / Crèche

Suite aux préoccupations officielles relatives à la démographie, l'action catholique s'étendait aussi dans le domaine de la santé, surtout au Katanga où le catholicisme social se conjugua avec les angoisses de l'industrie à court de main-d'œuvre. Les Sœurs de la Charité, une congrégation missionnaire originaire de Gand, jouèrent alors un rôle primordial dans les hôpitaux, les dispensaires et les pouponnières pour Européens et pour Africains. Œuvre de philanthropie, toute cette infrastructure médicale rappelle à quel point le colonialisme s'infiltra dans la sphère domestique pour s'immiscer, à travers entre autre la pratique de la « goutte de lait » ou l'encadrement du processus de la naissance, dans les aspects les plus intimes de la vie des femmes africaines.

Culture

Les deux communautés européenne et africaine étaient chacune formées de groupes de nationalités hétérogènes. Le chemin de fer venant d'Afrique australe avait permis l'arrivée de nombreux ressortissants de nationalités européennes. En raison du manque de main-d'œuvre autochtone dans la région katangaise, une politique de recrutement menée par les grandes entreprises actives à Lubumbashi avait résulté en la présence d'ouvriers de différentes régions du Congo, d'Afrique du Sud, et plus tard du Rwanda ou même du Sénégal. De plus, une stratification sociale structurait non seulement les relations entre, mais aussi au sein des communautés blanches et noires. Les commerçants portugais, grecs ou juifs, souvent appelés

« blancs de second rang » par les agents coloniaux, semblaient avoir été concentrés dans la zone de la « ville blanche » située la plus proche de la « cité », ainsi que dans les quartiers séparés Bakoa et de la route Munama. Une stratification sociale similaire se retrouve dans la commune Kamalondo, l'ex commune Albert I, avec les catégories intermédiaires, indiquées dans les sources d'époque comme « noirs civilisés » et « hindous », situées dans les zones touchant la seule route reliant la cité au quartier européen. Les différentes groupes de la communauté européenne essayaient chacun d'affirmer leur identité dans le paysage urbain.

Centre culturel

En 1920, le Grec Bombas ouvre le Théâtre Parthénon sur l'avenue Kabilia, l'ex avenue de l'Etoile. Le théâtre, aujourd'hui disparu, était un lieu culturel et social important pour la communauté blanche. Sa façade en style grec était, comme l'indique un commentaire de l'époque, illuminée chaque soir « comme celle des plus beaux cinémas bruxellois ».

Cinéma Palace

Les commerçants de détail grecs, portugais, italiens et juifs entretenaient des contacts commerciaux directs avec à la fois les communautés africaine et européenne. Pour faciliter ces contacts, ils apprenaient les langues, les habitudes et pratiques locales. Avec leur arcades, ces magasins constituent une typologie particulière qu'on retrouve aussi à Likasi.

Salle de théâtre: théâtre populaire

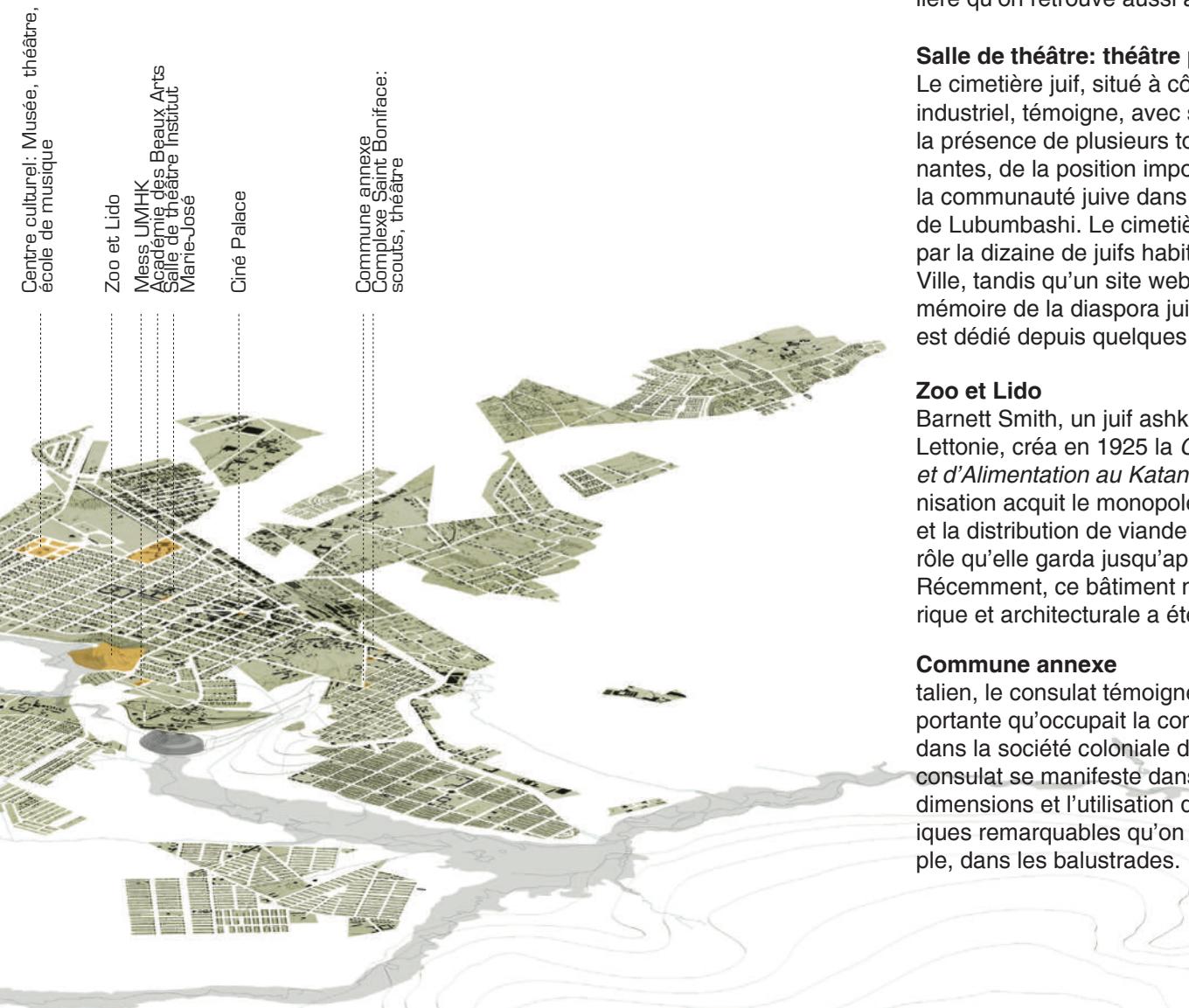
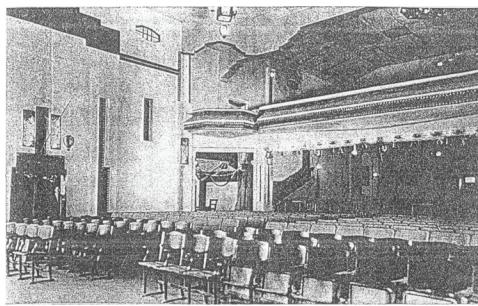
Le cimetière juif, situé à côté du quartier industriel, témoigne, avec ses dimensions et la présence de plusieurs tombes impressionnantes, de la position importante qu'occupait la communauté juive dans la société urbaine de Lubumbashi. Le cimetière est entretenu par la dizaine de juifs habitant encore dans la Ville, tandis qu'un site web visant à capter la mémoire de la diaspora juive de Lubumbashi lui est dédié depuis quelques années.

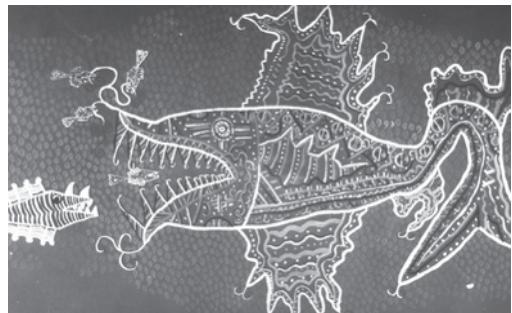
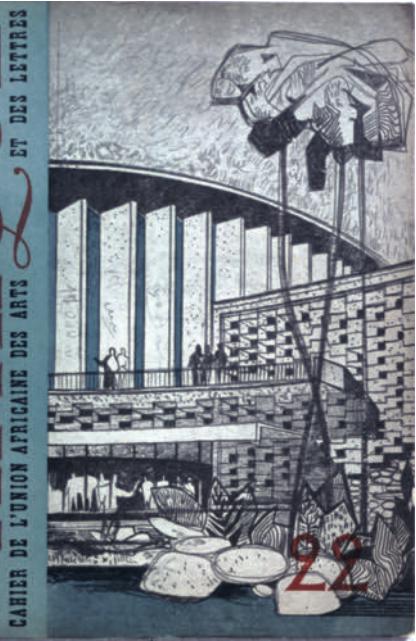
Zoo et Lido

Barnett Smith, un juif ashkénaze originaire de Lettonie, créa en 1925 la *Compagnie d'Elevage et d'Alimentation au Katanga* (Elakat). L'organisation acquit le monopole dans l'abattage et la distribution de viande dans la ville, un rôle qu'elle garda jusqu'après l'indépendance. Récemment, ce bâtiment non sans valeur historique et architecturale a été démolri.

Commune annexe

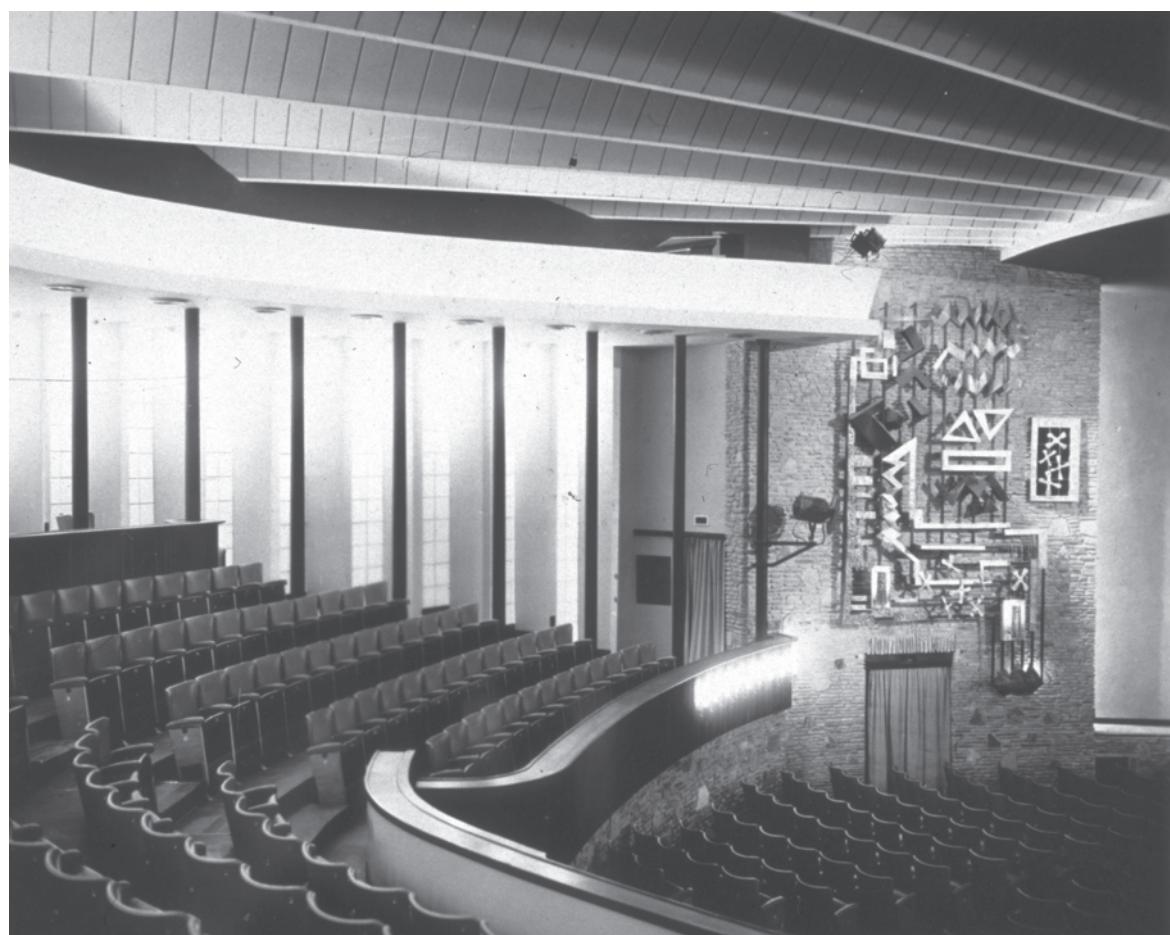
italien, le consulat témoigne de la position importante qu'occupait la communauté italienne dans la société coloniale de Lubumbashi. Le consulat se manifeste dans la rue grâce à ses dimensions et l'utilisation des éléments stylistiques remarquables qu'on retrouve, par exemple, dans les balustrades.





Théâtre

En 1911, une « cité indigène » est aménagée à côté de la « ville blanche » pour la partie de la population ouvrière africaine au service des petites et moyennes industries de la ville. L'initiative de la construction des habitations dans ce quartier était laissée aux habitants eux-mêmes, qui continuaient à construire selon leurs coutumes. Dès sa création dans les années 1920, la commune de Kamalondo sera pourvue de logements de dimensions très modestes pour célibataires ou familles, généralement conçus par le personnel technique des services officiels. Selon les directives applicables dans les camps d'ouvriers, il s'agit de logements calculés sur base de 3m² par personne avec des services communs (cuisines, latrines,...). Peu à peu les réalisations s'éloignent de ce genre de constructions minimales pour des maisons-types plus larges et confortables, tandis que le *Système Grévisse*, répandu à Lubumbashi, encourageait la population africaine à participer à la construction de leur propres résidences, sous une surveillance stricte et suivant une liste de restrictions et d'obligations sur les aspects techniques. Plusieurs solutions expérimentales augmentant le ratio « efficience - coût » voient aussi le jour dans les années d'après-guerre. La « maison ballon », basé sur le modèle d'un type d'habitat pour africains en vogue à Dakar, Sénégal, et dont neuf exemplaires seront réalisés à Lubumbashi, en est l'exemple le plus surprenant. Comme dans d'autres villes congolaises, l'*Office des Cités Africaines* construira un quartier satellite à la périphérie de la ville, la Ruashi, avec des maisons-types qui s'inspirent des résidences pour famille ouvrière métropolitaines. Conçu selon une typologie occidentale, prévoyant notamment d'inclure la cuisine à l'intérieur, ces nouvelles maisons visent aussi à émanciper la femme africaine. L'architecture très soignée de trait moderniste adoptée par l'OCA, suscita un grand intérêt dans la presse de l'époque, sans que par autant cette opération ne soit un succès au niveau de la réponse qu'elle apporte vis-à-vis la crise de logement et l'émergence des bidonvilles. Constituant un patrimoine architectural tout à fait particulier, les maisons-types de la Ruashi ont été fortement adaptées au cours du temps, témoignant de la domestication de l'environnement physique colonial par les citadins.

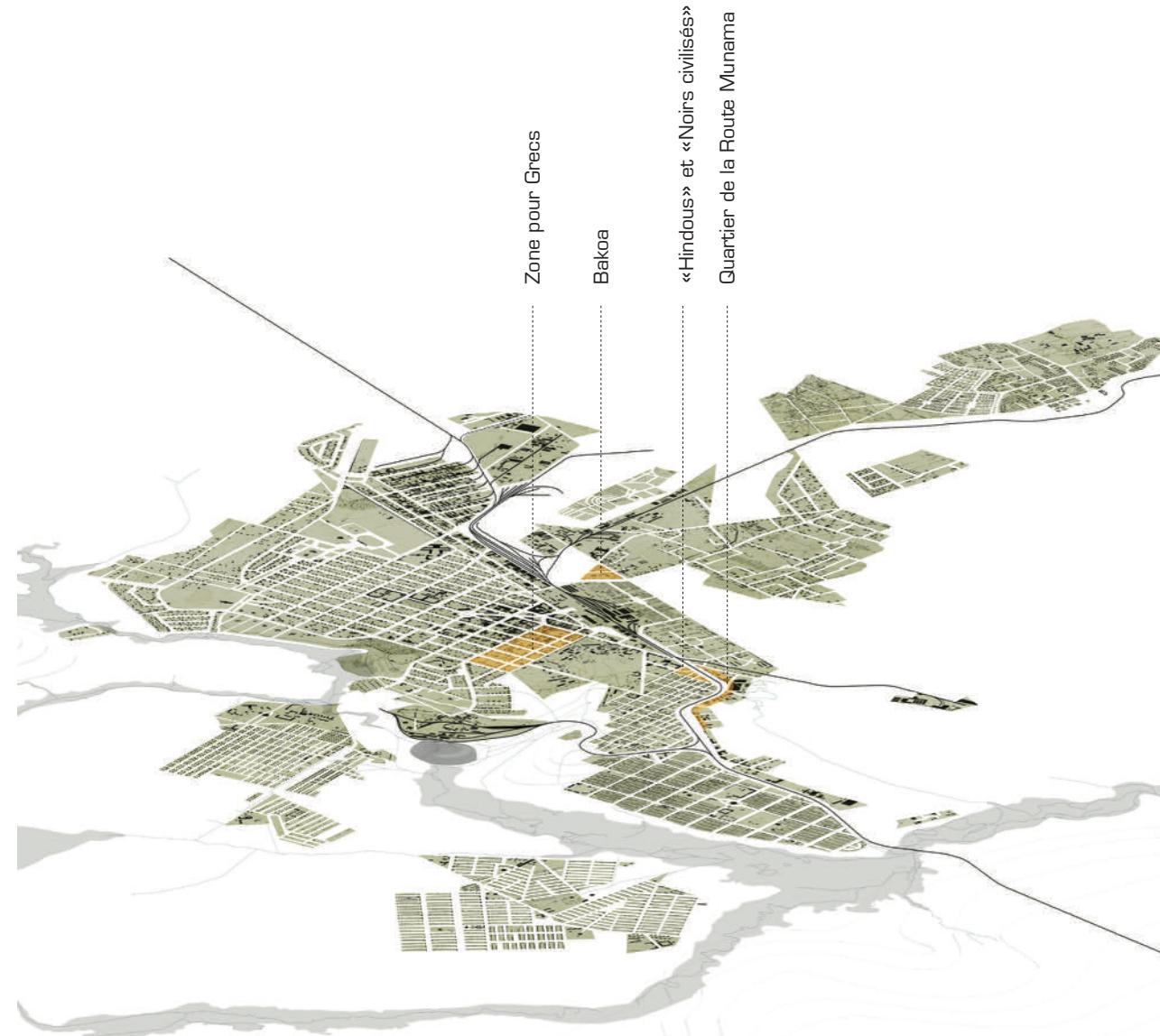


Dessin et plan maison type « ballon », arch. M. Bruyère, vers 1953 / Brochure maisons à ossature métallique, entreprise Beaume Marpent, années 1950 / Numéro thématique sur l'*Office des Cités Africaines*, revue Rythme, 1960 / Vues contemporaines de la commune Kamalondo

Ville cosmopolite

Les deux communautés européenne et africaine étaient chacune formées de groupes de nationalités hétérogènes. Le chemin de fer venant d'Afrique australe avait permis l'arrivée de nombreux ressortissants de nationalités européennes. En raison du manque de main-d'œuvre autochtone dans la région katangaise, une politique de recrutement menée par les grandes entreprises actives à Lubumbashi avait résulté en la présence d'ouvriers de différentes régions du Congo, d'Afrique du Sud, et plus tard du Rwanda ou même du Sénégal. De plus, une stratification sociale structurait non seule-

ment les relations entre, mais aussi au sein des communautés blanches et noires. Les commerçants portugais, grecs ou juifs, souvent appelés « blancs de second rang » par les agents coloniaux, semblaient avoir été concentrés dans la zone de la « ville blanche » située la plus proche de la « cité », ainsi que dans les quartiers séparés Bakoa et de la route Munama. Une stratification sociale similaire se retrouve dans la commune Kamalondo, l'ex commune Albert I, avec les catégories intermédiaires, indiquées dans les sources d'époque comme « noirs civilisés » et « hindous », situées dans les zones touchant la seule route reliant la cité au quartier européen. Les différentes groupes de la communauté européenne essayaient chacun d'affirmer leur identité dans le paysage urbain.



Théâtre Parthénon

En 1920, le Grec Bombas ouvre le Théâtre Parthénon sur l'avenue Kabilia, l'ex avenue de l'Etoile. Le théâtre, aujourd'hui disparu, était un lieu culturel et social important pour la communauté blanche. Sa façade en style grec était, comme l'indique un commentaire de l'époque, illuminée chaque soir « comme celle des plus beaux cinémas bruxellois ».



Magasins pour Africains

Les commerçants de détail grecs, portugais, italiens et juifs entretenaient des contacts commerciaux directs avec à la fois les communautés africaine et européenne. Pour faciliter ces contacts, ils apprenaient les langues, les habitudes et pratiques locales. Avec leur arcades, ces magasins constituent une typologie particulière qu'on retrouve aussi à Likasi.



Cimetière juif

Le cimetière juif, situé à côté du quartier industriel, témoigne, avec ses dimensions et la présence de plusieurs tombes impressionnantes, de la position importante qu'occupait la communauté juive dans la société urbaine de Lubumbashi. Le cimetière est entretenu par la dizaine de juifs habitant encore dans la Ville, tandis qu'un site web visant à capter la mémoire de la diaspora juive de Lubumbashi lui est dédié depuis quelques années.



Elakat

Barnett Smith, un juif ashkénaze originaire de Lettonie, créa en 1925 la *Compagnie d'Elevage et d'Alimentation au Katanga* (Elakat). L'organisation acquit le monopole dans l'abattage et la distribution de viande dans la ville, un rôle qu'elle garda jusqu'après l'indépendance. Récemment, ce bâtiment non sans valeur historique et architecturale a été démolri.



Consulat italien

Avec le cercle italien, le consulat témoigne de la position importante qu'occupait la communauté italienne dans la société coloniale de Lubumbashi. Le consulat se manifeste dans la rue grâce à ses dimensions et l'utilisation des éléments stylistiques remarquables qu'on retrouve, par exemple, dans les balustrades.

